

Préfecture
Service de la Coordination et du Soutien
Interministériels
Bureau de l'environnement

Installations Classées
pour la Protection de l'Environnement

Arrêté préfectoral n° E 312 du 22 NOV. 2024
portant sur la demande d'enregistrement présentée par CAPTER MÉTHANISATION,
relative à l'extension d'une unité de méthanisation située sur la commune de SAINT
VARENT et de ses stockages déportés situés sur les communes de SAINT VARENT et
AIRVAULT

La préfète des Deux-Sèvres
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- Vu** le Code de l'environnement et notamment les articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;
- Vu** l'annexe III de la directive n° 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;
- Vu** le tableau constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, annexé à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du Président de la République du 15 février 2022 nommant Madame Emmanuelle DUBÉE en qualité de préfète des Deux-Sèvres ;
- Vu** le décret du président de la République en date du 18 octobre 2023 portant nomination du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort, M. Patrick VAUTIER ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°149/SGAR/2014 du 23 mai 2014 établissant le référentiel régional de la mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Poitou-Charentes ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 25 juin 2024 portant prorogation du délai d'instruction de la demande d'enregistrement présentée par la SAS CAPTER MÉTHANISATION ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 juin 2024 portant ouverture de la consultation du public sur la demande d'enregistrement susvisée, du 03 septembre au 04 octobre 2024 inclus, en mairie de SAINT VARENT et AIRVAULT ;

Vu l'arrêté préfectoral du 09 juillet 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la Nouvelle-Aquitaine ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2024 portant délégation de signature à M. Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;

Vu la demande présentée en date du 28 décembre 2023 et complétée le 28 mai 2024 par la SAS CAPTER MÉTHANISATION pour l'enregistrement d'une unité de méthanisation (Rubrique 2781 de la nomenclature des installations classées) sur la commune de SAINT VARENT et la création de stockages déportés de digestat sur les communes de SAINT VARENT et AIRVAULT ;

Vu le récépissé de déclaration n° 246 délivré en date du 20 avril 2011 relatif à la construction d'une unité de méthanisation située Zone industrielle de Riblaire sur la commune de SAINT VARENT déposée par CAPTER MÉTHANISATION ;

Vu la preuve de dépôt n° A-8-JAYQQY709 datée du 13 septembre 2018, concernant la déclaration d'utilisation d'une fosse agricole de 500 m³ sur la commune de SAINT VARENT pour stocker du digestat liquide déposée par la SAS CAPTER MÉTHANISATION ;

Vu la preuve de dépôt n° A-1-5E4MCWUV9 datée du 29 avril 2021, relative au remplacement des deux moteurs de cogénération, à la mise en place d'une unité de valorisation thermique, à la mise en place d'une unité de traitement par charbon actif, à l'installation d'une trémie avec broyeur, à l'ajout de deux cuves de stockage pouvant recevoir des matières entrantes liquides et l'ajout d'une ligne de gaz naturel déposée par CAPTER MÉTHANISATION ;

Vu la preuve de dépôt n° A-2-ASB1UXEB datée du 20 janvier 2022, relative à l'aménagement d'un stockage déporté (poche souple) de digestats liquides de 1 000 m³ sur la commune d'AIRVAULT déposée par CAPTER MÉTHANISATION ;

Vu la preuve de dépôt n° A-3-6GUXQQZ9M datée du 21 février 2023, relative à l'ajout d'un silo de stockage des fumiers, à la création d'un nouveau silo de stockage d'intrants, à la suppression du bassin des eaux d'incendie, à l'ajout d'un second digesteur, à l'extension de la zone de rétention, à l'ajout d'une cuve pour le stockage de lisier et d'une fosse à trappe, à l'ajout d'un bassin tampon de collecte des eaux pluviales propres, à l'ajout d'un groupe électrogène de secours, à l'ajout d'un stockage de digestat liquide sur les parcelles mitoyennes et à l'ajout d'un silo de stockage couvert de digestats solides déposée par la SAS CAPTER MÉTHANISATION ;

Vu l'absence d'observation formulée lors de la consultation du public ;

Vu les avis des conseils municipaux consultés ;

Vu les avis des services consultés ;

Vu les réponses apportées par le pétitionnaire en date du 08 octobre 2024 ;

Vu le rapport du 29 octobre 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté transmis à la SAS CAPTER MÉTHANISATION l'invitant à formuler ses éventuelles observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations formulées en réponse par la SAS CAPTER MÉTHANISATION, reçues par courrier reçu le 20 novembre 2024 ;

Considérant que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

Les installations exploitées par la SAS CAPTER MÉTHANISATION dont le siège social est situé dans la zone d'activités de Riblaire, rue de la fromagerie sur la commune de SAINT VARENT (79 330), faisant l'objet de la demande susvisée du 28 décembre 2023 et complétée le 28 mai 2024 sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de SAINT VARENT (unité de méthanisation) et sur les communes de SAINT VARENT et AIRVAULT (ouvrages de stockages déportés). Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives (article R. 512-74 du code de l'environnement).

CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Installations et activités concernées	Régime du projet *	Portée de la demande
2781-2-b	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production : 2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux : b) la quantité de matières traitées étant inférieure à 100 t/j	E	95 tonnes/jour
2910-B-1	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse : 1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW	E	3 721 kW
2171	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole Le dépôt étant supérieur à 200 m ³	D	900 m ³

* D = Déclaration, DC = DÉCLARATION AVEC CONTRÔLE PÉRIODIQUE, E = Enregistrement, A = Autorisation, NC = Non Concerné

Elles relèvent également des rubriques « loi sur l'eau » suivantes :

Rubrique	Installations et activités concernées	Régime du projet *	Portée de la demande
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	D	1,75 hectares

* D = Déclaration, A = Autorisation, NC = Non Concerné

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, lieux-dits et parcelles suivants :

	Commune	Localisation	Parcelles cadastrales
Site de production	SAINT VARENT	Rue de la fromagerie 79 330 SAINT VARENT	000 AZ 130 000 AZ 150 000 AZ 152 (ex. 000 AZ 131) 000 AZ 153 (ex. 000 AZ 132) 000 AZ 155 (ex. 000 AZ 133) 000 AZ 157 (ex. 000 AZ 134)
Stockage déporté digestat liquide	AIRVAULT	EARL LES LAURIERS Repéroux 79 600 AIRVAULT Digestat liquide 1 000 m ³	317 AO 006
Stockage déporté digestat solide	SAINT VARENT	SAS CAPTER MÉTHANISATION 4 rue des parenches RIBLAIRE 79 330 SAINT VARENT Digestat solide 900 m ³	000 AZ 145

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 et 1.2.2 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 28 décembre 2023 (complétée le 28 mai 2024 et par mémoire en réponse datée du 8 octobre 2024).

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables et aménagées, complétées ou renforcées par le présent arrêté.

CHAPITRE 1.4. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.4.1. PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent à celles des actes administratifs antérieurs qui sont abrogées :

- récépissé de déclaration n° 246 du 20 avril 2011 ;
- preuve de dépôt n° A-8-JAYQQY709 du 13 septembre 2018 ;
- preuve de dépôt n° A-1-5E4MCWUV9 du 29 avril 2021 ;
- preuve de dépôt n° A-2-ASB1UXEB du 20 janvier 2022 ;
- preuve de dépôt n° A-3-6GUXQQZ9M du 21 février 2023.

ARTICLE 1.4.2. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
- arrêté du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté du 05 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration.

TITRE 2. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 2.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 2.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr » :

1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36 du même code, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 2.3. PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

1° une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée dans les mairies de SAINT VARENT et AIRVAULT et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché dans les mairies de SAINT VARENT et AIRVAULT pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture ;

3° l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application notamment de l'article R.512-46-11 ;

4° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 2.4. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, la sous-préfète de l'arrondissement de Bressuire, les maires de SAINT-VARENT et d'AIRVAULT, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations des Deux-Sèvres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la SAS CAPTER MÉTHANISATION.

Niort, le 22 NOV. 2024

Pour la Préfète et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER

